

L'EUROPE DANS LE MONDE DE DEMAIN

"Je crois que l'esprit humain semble voyager d'un pays à l'autre" a déclaré la grande écrivaine Madame de Stael, née dans la République de Genève. Cela s'applique probablement à des continents entiers. Au XXe siècle, beaucoup de gens admiraient l'"American way of life". Au cours des dernières décennies, le boom économique en Asie de l'Est a bougé et changé le monde. Quand on parle de l'Afrique, on pense d'abord, à tort ou à raison, aux catastrophes, aux guerres et aux guerres civiles.

Où en est l'Europe aujourd'hui ? Quel continent gagnera l'avenir ? On entend sans cesse dire que "l'Europe n'est plus valable dans le monde" parce que sa force militaire est devenue trop faible, parce que les Etats européens ne se sont pas suffisamment armés¹. On le paraphrase souvent en disant que "les Européens doivent assumer plus de responsabilités", comme si les problèmes de notre époque pouvaient être résolus avec des chars et des avions de chasse. L'auteur français Michel Houellebecq prédit dans son roman "Submission" que les musulmans prendront le pouvoir en France en 2022; et le Britannique Douglas Murray a écrit un best-seller sur "le suicide de l'Europe".

En fait, l'idée qu'un pays ne vaut quelque chose que s'il est militairement fort correspond à un mode de pensée développé au fil des siècles, voire des millénaires. En remontant aux Lumières et à l'humanisme, mais surtout à l'expérience historique, cette façon de penser a été dépassée en Europe après la Seconde Guerre mondiale. A partir du Conseil de l'Europe, renforcé par la Communauté économique européenne (CEE), les membres de ces organisations ont remplacé une politique séculaire de confrontation par une politique de coopération fondée sur des valeurs communes.

I. Éléments essentiels de l'identité européenne d'aujourd'hui.

Déjà dans Homère, nous avons appris que celui qui a tué le plus d'ennemis est un grand héros. Au fil du temps, ceux qui ont gagné des batailles, conquis des pays et

¹ Dans ce sens : Editorial dans "Die WELT" du 24 novembre 2018 "Les nains sur la scène mondiale

ainsi accru leur notoriété sont entrés dans l'histoire comme "grands", pensez à Alexandre le Grand, Charlemagne ou Frédéric le Grand. Mais lorsque le président serbe Slobodan Milosevic a attaqué ses voisins dans les années 1990, personne n'a dit "Milosevic le Grand", mais plutôt "cet homme doit passer en cour martiale".

L'essence de la politique européenne aujourd'hui est que nous vivons sur un continent de paix, où le bien-être des citoyens est devenu plus important que le pouvoir de l'État sur un continent qui respecte les droits de l'homme et essaie de protéger l'environnement.

1. Un continent de paix.....

En effet, une "révolution de la diplomatie européenne" a eu lieu en Europe avec la fondation du Conseil de l'Europe en 1949. Les objectifs et les moyens de la politique étrangère ont fondamentalement changé. La politique de pouvoir traditionnelle a d'abord été remplacée en Europe occidentale par une politique de coopération au profit des citoyens. Cette politique était fondée sur des valeurs communes telles que la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit. La promotion du bien-être des citoyens est devenue la légitimation de l'action de politique étrangère également; l'État-providence a reçu une dimension internationale. Les guerres visant à faire respecter les intérêts nationaux et les intérêts de la politique du pouvoir sont devenues impensables pour ces pays.

Pendant des siècles, la politique étrangère a été menée dans le sens de la raison d'Etat comme Realpolitik dans l'intérêt du pouvoir politique du propre pays ou de son dirigeant. Les guerres étaient considérées comme la "continuation de la politique par d'autres moyens", et les traités de paix divisaient les territoires et les gens à volonté. Aujourd'hui, seuls les États-Unis d'Amérique poursuivent cette politique étrangère dans le monde entier, les autres grandes puissances dans la zone régionale. Les États-Unis peuvent toujours mener des guerres partout dans le monde à leur guise, et l'expansion de l'OTAN vers l'est a ramené en Europe une réflexion sur la politique de puissance et de nouvelles tensions.

Après la Seconde Guerre mondiale, une zone de paix a été créée par la fondation du Conseil de l'Europe, puis approfondie par l'Union européenne. L'Europe ne mène plus d'opérations militaires pour renforcer la politique étrangère nationale, mais des missions de paix internationales. 75 ans de paix en Europe ont été possibles parce que la "pensée de l'équilibre des pouvoirs" basée sur la politique du pouvoir a été remplacée par une politique de valeurs communes, dont le respect a également été contrôlé au niveau international.

2. et l'aide sociale.

L'Europe représente aujourd'hui 7 % de la population mondiale ; les pays de l'UE et le Royaume-Uni produisent 20 % du PIB mondial, mais consomment la moitié des prestations sociales du monde. Il existe sans aucun doute encore un large fossé social entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale, mais le principe de la promotion du bien-être des citoyens en tant que maxime de l'action politique est devenu un principe fondamental sur notre continent et a conduit à ce que les droits sociaux et les réalisations en Europe soient beaucoup plus développés que dans d'autres régions du monde².

Il est certain que les fondements de toute politique sociale doivent être gagnés dans chaque État. Mais la conscience sociale et la responsabilité sociale sont également essentielles comme base de cette politique. Le Conseil de l'Europe y a déjà apporté une contribution importante, en élaborant des normes appropriées et en établissant des standards pour tous ses membres.

En 1961, la Charte sociale européenne a été adoptée. Elle énonce les droits et les libertés sociales, dont le respect est contrôlé par une procédure de contrôle. Les droits inscrits dans la Charte régissent divers aspects de la vie quotidienne tels que le logement, la santé, l'éducation, les conditions de travail et la non-discrimination.

² Kenneth Clark ; "Civilisation" ; Londres 1962

L'article 1 de la Charte met déjà l'accent sur le "droit au travail". Les États contractants s'engagent à s'efforcer d'atteindre l'objectif du niveau d'emploi le plus élevé et le plus efficace. Elle établit les droits et les conditions de travail des travailleurs ; un cadre pour les heures de travail hebdomadaires et les congés annuels payés. Un accent particulier est mis sur l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ; des conditions de protection spéciales sont prévues pour les enfants et les jeunes et une protection de la maternité est assurée pour les travailleuses. La Charte sociale européenne contient également des directives dans le domaine de l'éducation, un droit à la protection de la santé et des mesures spéciales pour soutenir les familles, qui bénéficient d'un droit à la protection sociale, juridique et économique³

Il ne fait aucun doute que la mise en œuvre des droits sociaux dépend autant des opportunités économiques que de la volonté politique des gouvernements. Mais il est unique dans l'histoire des relations internationales qu'une organisation ait réussi à établir des règles, à en contrôler le respect et à permettre le dépôt de plaintes. Cette approche ne peut que servir de modèle pour les autres continents et gouvernements.

3. un continent de droits de l'homme.

Si les États-Unis sont le pays de la force militaire et que la Chine a connu le plus grand essor économique de ces dernières décennies, alors l'Europe est désormais le continent des droits de l'homme. La Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) est l'une des plus grandes réalisations du Conseil de l'Europe. La CEDH s'est révélée être un traité d'une portée sans précédent, ouvert à la signature en 1950 et entré en vigueur en 1953. Elle protège les droits et les libertés des citoyens et les États membres s'engagent à garantir ces droits. Les violations de ces droits peuvent être portées devant une institution supranationale, la Cour européenne des droits de l'homme, en plus des tribunaux nationaux.

³ Alain Decaux; „C'était le XXe Siècle ; Paris 1996

La Convention garantit notamment le droit à la vie, la protection contre la torture et les traitements inhumains, le droit à la liberté et à la sécurité, le droit à un procès équitable, la protection de la vie privée, de la vie familiale et de la correspondance, le droit à la liberté d'expression, y compris la liberté de la presse, etc. Les protocoles ont ajouté d'autres droits, tels que l'abolition de la peine de mort ou la protection des biens.

La Cour européenne des droits de l'homme peut être considérée comme faisant partie du système juridique autrichien : chaque année, environ 400 plaintes sont déposées par l'Autriche. Certaines d'entre elles ont même fait jurisprudence, comme l'affaire "Lingens contre Autriche": le rédacteur en chef Michel Lingens a eu raison contre le chancelier fédéral de l'époque, Bruno Kreisky, qui portait plainte pour diffamation. La Cour de justice a statué que les hommes politiques doivent, dans l'intérêt public, accepter plus de critiques que les particuliers.

Le droit et les droits de l'homme sont devenus une partie de l'image de soi européenne. Alors que dans le passé, chaque État était seul souverain dans le domaine de la juridiction, l'Europe a développé un système juridique supranational sur lequel chaque citoyen peut compter. C'est devenu l'un des fondements d'une "Europe des citoyens". Le système juridique créé par le Conseil de l'Europe a créé une réalité politique qui se caractérise par le fait que les valeurs européennes deviennent également la base des systèmes juridiques nationaux.

4. donner l'exemple en matière de protection de l'environnement.

Aucun autre continent n'a fait ou ne fait autant pour protéger l'environnement que l'Europe. En luttant contre le changement climatique, l'Union européenne a démontré que le développement durable et le progrès économique peuvent aller de pair. Les émissions de CO₂ ont été réduites de 22 % entre 1990 et 2015 ; une croissance économique de 50 % a été atteinte au cours de la même période⁴.

⁴ Success Story Europe - 60 ans de progrès communs" ; Publication du Centre de stratégie politique européenne

Le traité de Maastricht (1992) a fait du "développement durable" un objectif contraignant; le traité d'Amsterdam (1997) a introduit la codécision du Parlement européen pour les questions environnementales, qui est désormais impliqué sur un pied d'égalité avec le Conseil. L'Agence européenne pour l'environnement, basée à Copenhague, collecte des informations pertinentes et les met à la disposition des décideurs européens et du public depuis 1994.

Entre 2010 et 2015, l'UE a investi davantage dans le développement des sources d'énergie renouvelables que dans toute autre source d'énergie. Pour l'énergie provenant de sources renouvelables, l'énergie produite par personne est trois fois supérieure à la moyenne mondiale. Depuis que les premiers pas vers une politique environnementale européenne ont été faits en 1972, l'UE s'est engagée à s'attaquer aux problèmes des pluies acides et de la destruction de la couche d'ozone. Les villes européennes ont aujourd'hui les niveaux de pollution atmosphérique les plus bas du monde. Cela est dû en grande partie à l'interdiction précoce du plomb et d'autres polluants dans l'essence.

Le recyclage des déchets joue également un rôle de plus en plus important dans les villes et les municipalités de notre continent. Le taux de recyclage à lui seul est passé de 30 % en 2004 à 43 % dix ans plus tard ; 96 % des plages sont suffisamment propres pour pouvoir s'y baigner sans problème. Aujourd'hui, l'UE s'est fixé pour objectif qu'au moins 30 % des dépenses contribuent à la réalisation des objectifs climatiques (4). La politique de l'UE en matière de climat et d'environnement vise à préserver la biodiversité et à soutenir la transition vers une société propre et à faibles émissions de carbone. L'objectif est de parvenir à la "neutralité climatique" d'ici 2050. Un fonds a été créé à cette fin, qui dispose de 7500 millions d'euros pour la période 2021 à 2027.

Les plans pour un "Green Deal européen" présentés par la Commission européenne à la fin de 2019 offrent de nouvelles opportunités pour renforcer la politique environnementale et climatique européenne.

5. en tête de l'aide au développement.

L'UE est le plus grand donateur d'aide au développement. Avec un total de 75,2 milliards d'euros, 55,2 % de l'aide mondiale au développement en 2019 provenait de l'UE et de ses États membres. Ce montant représente 0,46 % du PIB de l'Union européenne⁵. Parmi ceux-ci, trois États membres atteignent l'objectif officiel de 0,7 %, à savoir le Luxembourg, la Suède et le Danemark ; 17 États membres ont augmenté leur contribution en 2018, dont l'Autriche.

Au-delà de l'aide publique au développement, l'Union européenne s'est engagée à aider les pays partenaires à atteindre des objectifs environnementaux. L'aide officielle est conçue pour être coordonnée avec les investissements du secteur privé, le commerce et les opportunités nationales afin de maximiser son impact. En outre, l'intention est de porter l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB d'ici 2030.

Malheureusement, force est de constater que les objectifs de l'aide au développement, tels qu'ils ont été déclarés à l'origine par les Nations unies et qui auraient dû être mis en œuvre dans le cadre de décennies de développement, n'ont pas été atteints, loin s'en faut. L'ensemble du projet de coopération au développement s'est inspiré du plan Marshall, qui a connu un grand succès en Europe, dans les pays mais où les conditions cadres ne correspondaient pas à celles de l'Europe de l'après-guerre, les succès souhaités ne se sont pas non plus concrétisés. Mais cela va bien au-delà des capacités de l'UE⁶.

Dans l'ensemble, on peut dire qu'un modèle politique a été créé en Europe qui se caractérise par la paix, la prospérité, les droits de l'homme, la protection de l'environnement et l'aide aux autres. C'est du jamais vu dans l'histoire sous cette forme. L'Europe a trouvé une nouvelle identité avec un modèle qui a d'abord été développé en Europe occidentale. Dans les pays communistes d'Europe centrale et orientale, le développement économique mais aussi sociopolitique

⁵ Communiqué de presse de la Commission européenne du 16 avril 2020

⁶ Le plan Marshall en Autriche" ; Volume 8 ; Études autrichiennes contemporaines, Transaction Publishers 2002

a été brutalement réprimé jusqu'à la chute du "rideau de fer". Cela a eu pour effet de préserver la pensée traditionnelle de ces pays concernant le nationalisme, l'État de droit ou la résolution des conflits sous une forme qui a été surmontée en Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale.

Lorsque le secrétaire américain à la défense de l'époque, Donald Rumsfeld, a parlé de la "nouvelle Europe", il voulait en fait parler des pays où l'on pensait encore souvent en fonction d'anciennes catégories. L'intégration de ces États opprimés depuis deux générations dans une communauté paneuropéenne est sans aucun doute appropriée et nécessaire. Mais cette intégration n'a pas seulement changé ces pays, elle a aussi créé de nouvelles divergences de vues, qui ont affecté les questions de souveraineté autant que celles de sécurité. Par exemple, certains des anciens pays communistes estiment que pour appartenir à l'Occident, il faut être agressif envers la Russie. Après 1955, l'Autriche a montré très clairement que l'appartenance à l'Occident est parfaitement compatible avec des relations constructives avec Moscou.

Aujourd'hui, l'Europe, c'est-à-dire les membres du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, défendent un modèle politique qui ne se concentre plus sur le pouvoir de l'État mais sur le bien-être des citoyens. Le bien-être du peuple est devenu plus important que la démonstration de puissance par des guerres et des interventions militaires. Ce serait donc un pas décisif pour l'avenir vers une nouvelle qualité des relations internationales si d'autres pays et continents s'orientaient selon ce modèle européen et ne poussaient pas l'Europe à retomber dans la politique de puissance des siècles passés.

II. La domination mondiale des États-Unis

1. La volonté d'exercer le pouvoir.

Aux États-Unis, la "révolution de la diplomatie" n'a pas eu lieu - au contraire. Après l'effondrement de l'Union soviétique et après la victoire de la première guerre du Golfe, le président américain George Bush (père) a déclaré qu'un "nouvel ordre mondial" avait été créé. Qu'est-ce qui était vraiment nouveau ? Dans la nouvelle situation, les États-Unis ont reconnu la chance unique de

diriger le monde par eux-mêmes ; de décider seuls quand et où la force militaire peut être utilisée ; si possible avec l'approbation des Nations unies, si nécessaire, même sans elle.

Francis Fukuyama a parlé de la "fin de l'histoire", c'est-à-dire de la victoire finale des idées américaines de démocratie et de capitalisme. Mais il y avait une autre innovation essentielle : si le traitement de ses propres citoyens, comme le stipule toujours la Charte des Nations unies, était autrefois une "affaire intérieure" de chaque État, l'ONU affirme maintenant pour la première fois que le mauvais traitement de ses propres citoyens peut également être "une menace pour la paix". Les États-Unis ont interprété cela comme leur droit, par exemple en Irak, un État souverain, de contrôler les zones de sécurité avec l'opération "Provide Comfort", c'est-à-dire d'intervenir à volonté.

Dans son livre du même nom, Henry Kissinger a soulevé la question de savoir si l'Amérique a besoin de sa propre politique étrangère⁷. La réponse de base à cette question est "NON" ; et ce n'est pas parce que les États-Unis sont si puissants qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent.

En 1992, sous la direction du secrétaire à la Défense Dick Cheney, il a été établi dans une "Directive sur la planification de la défense" que c'est la "mission politique et militaire des États-Unis d'empêcher l'émergence quelque part dans le monde d'une puissance militaire qui pourrait contester la prétention américaine au leadership". Sous le président Bill Clinton, les interventions militaires ont ensuite été élargies sous le slogan "interventionnisme libéral" ou "actions humanitaires" en Bosnie, au Kosovo et en Haïti. Elle a également permis de trouver une nouvelle mission pour l'OTAN. Sous la devise de la défense des "valeurs américaines", il était possible d'intervenir partout où les intérêts américains étaient en jeu. Ce faisant, un accord a également été conclu entre les camps politiques aux États-Unis, c'est-à-dire entre "l'internationalisme libéral" et les néo-

⁷ Henry Kissinger : "L'Amérique a-t-elle besoin d'une politique étrangère ? -Vers une diplomatie pour le ^{XXI}e siècle". New York 2001

conservateurs. Les institutions démocratiques et les valeurs libérales devaient être ancrées partout dans le monde. Car, selon la représentation officielle, les démocraties ne se feraient pas la guerre entre elles. Quoi qu'il en soit, cela a ouvert la possibilité pour les États-Unis d'intervenir dans le monde entier ; si possible de créer des gouvernements à leur propre image par un "changement de régime"⁸.

2. Des guerres toujours et partout.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont conduit à une nouvelle militarisation de la politique étrangère américaine. Rien qu'au cours des sept années suivantes, le budget de la défense des États-Unis a augmenté de 80 %. Sur les 1,6 million de soldats américains, 500 000 sont stationnés à l'étranger, dans 800 bases

militaires réparties dans 172 pays. Les États-Unis ont 50 alliés officiels sur tous les continents, alors qu'en comparaison, la Chine peut en avoir un, à savoir la Corée du Nord.

Toujours en 2001, l'Afghanistan a été envahi pour punir le pays d'avoir donné refuge aux terroristes d'Al-Qaida. Elle a été suivie par l'invasion de l'Irak en 2003 ; dans les années suivantes, participation aux combats en Libye, en Syrie et au Yémen. Les forces spéciales américaines sont également déployées au Niger et en Somalie, ainsi qu'au Mali, en Thaïlande, en Jordanie et dans d'autres régions du monde. En 2017, 37 813 soldats américains ont servi dans des missions secrètes⁹; 40 000 soldats américains étaient stationnés au Japon, 24 000 en Corée du Sud, 36 000 en Allemagne, 8300 au Royaume-Uni, 1400 en Turquie, 6500 à Bahreïn et 3000 au Qatar.

Une chose est également significative : le président Donald Trump a décidé de retirer les forces américaines d'un seul de ces théâtres de guerre, à savoir la Syrie. En conséquence, il a été critiqué par une grande partie des médias

⁸ William Shawcross ; "Diliver us from Evil" ; New York 2000

⁹ Michael Mandelbaum ; "Les idées qui ont conquis le monde" ; New York 2002

comme étant un "isolationniste irresponsable". En septembre 2002, la "stratégie de sécurité nationale" a été adoptée, qui a servi de base à l'engagement mondial de "lutte contre le terrorisme". Il indique que les États-Unis n'hésitent pas à agir seuls et de manière préventive dans la lutte contre le terrorisme. Les guerres préventives sont ainsi devenues un élément officiel de la stratégie militaire américaine

La théorie de la "Révolution dans les affaires militaires" a également contribué à renforcer la croyance dans le temps insurmontable des forces américaines. Selon cette théorie, le progrès technique a augmenté la puissance destructrice des armes de manière si décisive que personne ne pourrait résister à la puissance militaire des États-Unis, ni sur terre ni dans l'espace. En fait, sous le président Bush (fils), les États-Unis ont encore établi un commandement militaire "CYBERCOM", qui a mené plus de 200 cyber-attaques dès 2011.

D'une manière générale, on peut supposer qu'à une époque où les systèmes d'information sont un facteur décisif pour la paix et la guerre, tous les États consacreront beaucoup d'énergie à pouvoir les détruire en cas d'urgence. Il y a quelques années, la Russie a été accusée de cyber-attaques contre des cibles en Estonie et en Géorgie. Des livres ont été écrits sur les nouvelles "cyber-armées" de Poutine. La Chine est constamment accusée d'espionnage industriel par le biais de cyber-attaques. Mais les États-Unis sont également un leader dans ce domaine. Déjà sous le président Obama, les États-Unis ont massivement étendu l'utilisation militaire des drones. En 2013, les forces armées américaines disposaient déjà de 11 000 drones, tuant 8 000 personnes, dont un nombre considérable de civils malgré leur prétendue précision. Donc, si le but d'une mission de drone est d'éliminer des ennemis à distance et en secret, alors il a sans aucun doute été atteint. La question de savoir dans quelle mesure cela peut être utilisé pour réprimer un sentiment de terreur, même s'il y a toujours des victimes innocentes, est tout à fait différente.

En tout état de cause, on peut supposer qu'en matière de puissance militaire, les États-Unis n'ont pas un adversaire égal sur terre, dans les airs,

sur les océans et dans l'espace, que ce soit en termes d'armes classiques ou de robots modernes. Si les États-Unis utilisent d'autres moyens que la force armée pour imposer leur volonté, c'est probablement parce que les guerres sont coûteuses et que plus elles durent, moins elles sont populaires ; et, malgré leur énorme supériorité militaire, elles sont évidemment difficiles à gagner. L'Amérique a donc développé diverses formes de "guerres de substitution", telles que des guerres de propagande ou même des guerres économiques, dans chacune desquelles le "droit comme arme" est également utilisé.

III. Le monde de demain.

En ce qui concerne le développement de régions, de pays et de continents entiers, il est possible de calculer, dans une certaine mesure, certains domaines tels que le développement démographique ou économique. D'autres événements, souvent très décisifs, surviennent soudainement et à la surprise de tous, comme l'actuelle pandémie de Covid 19. Soudain, des modes de vie familiers sont modifiés, des branches entières de l'économie s'effondrent, la vie n'est plus ce qu'elle était. Ici, nous utiliserons d'abord quelques exemples pour illustrer les forces qui ont façonné les relations internationales au cours des dernières décennies et qui peuvent également être pertinentes pour l'avenir, comme la puissance des courageux ou la puissance des marchés. Toutefois, il vise également à montrer quels changements se dessinent déjà de telle sorte qu'ils puissent être considérés comme acquis dans un avenir prévisible.

1. Le pouvoir des braves et le pouvoir des marchés.

Pourquoi le monde change-t-il ? Au cours des dernières décennies, par exemple depuis la chute du mur de Berlin en 1989, le monde a considérablement changé, tant sur le plan politique que sociopolitique. Si l'on examine les forces créatives qui ont entraîné ces changements, on constate que les facteurs de pouvoir traditionnels n'ont joué qu'un rôle

mineur ou nul, alors que le pouvoir du destin et du hasard, le pouvoir des braves, les marchés et même les mythes ont été très décisifs¹⁰.

- La chute du mur de Berlin est un excellent exemple de la façon dont la "puissance des braves" peut triompher de "l'impuissance des puissants". Avec 170 000 employés et informateurs de la Stasi, la RDA disposait probablement de l'un des appareils répressifs les mieux organisés au monde. Néanmoins, des membres courageux de l'opposition ont osé résister en prenant de grands risques personnels. Le cri "Nous voulons le changement" est finalement devenu un slogan des masses manifestantes. La crise économique en RDA, la désintégration progressive de l'État et de l'appareil de pouvoir dans cette région, a probablement joué un rôle tout aussi important que l'attrait de la vie en Allemagne de l'Ouest ; du niveau de vie général à la musique pop et aux blue-jeans chez les jeunes.
- Même la superpuissance Union soviétique s'est effondrée sur elle-même, bien que l'appareil d'État ait eu des millions de soldats, plus de 60 000 chars, des têtes nucléaires et des missiles à longue portée. Il est certain que, là aussi, il a joué un rôle dans le fait que la réalité de la vie quotidienne n'était qu'un mirage de l'idéologie officielle, que l'économie planifiée n'était pas capable d'égaliser, même de loin, le niveau de vie en Occident et que la pensée nationale ne pouvait être surmontée dans l'empire multiethnique. Les militants des droits civils tels qu'Andreï Sakharov ou Alexandre Ginsburg ont conservé le dessus ; dans ce contexte, il faut également mentionner l'influence d'Alexandre Soljenitsyne. Le mouvement syndical Solidarnosc en Pologne, Nelson Mandela et Aung Sann Suu Kyi sont d'autres exemples de la manière dont des systèmes entiers peuvent être détruits par le "pouvoir des braves".
- La puissance des marchés, combinée à la technologie et à la communication, a conduit à la création d'un nouvel ordre économique mondial grâce à la mondialisation. Au départ, ce sont des décisions politiques qui ont conduit à la privatisation et à la déréglementation de grandes parties de l'économie dans les années 1980. Cependant, ce sont les forces du marché qui ont ensuite conduit à une concurrence mondiale dans des domaines essentiels. Les monopoles d'État jusqu'alors protégés ont été anéantis ; rien qu'en Chine, la production d'acier est passée de 46 millions de tonnes en 1985 à 738 millions de tonnes à peine 30 ans plus tard. Les gagnants de cette évolution ont été tous ceux

¹⁰ Le Monde diplomatique- Musique et Politique ; Juin/Juillet 2020

qui ont pu s'affirmer dans le monde entier ; les perdants ont été ceux qui n'ont pas pu suivre cette dynamique, par exemple dans les industries traditionnelles. Les efforts de Donald Trump pour faire reculer la roue montrent combien il est difficile pour les hommes politiques d'influencer la mondialisation¹¹. Même pendant la crise économique et financière de 2008, il est apparu clairement que les événements étaient principalement déterminés par les marchés et que les hommes politiques avaient le plus grand mal à réagir, dans certains cas simplement en étant capables d'atténuer la crise.

- Les mouvements migratoires constituent un autre phénomène qui a une influence décisive sur les relations internationales et qui a également un impact sur la politique intérieure de nombreux pays. Il existe aujourd'hui de nombreuses études sur les raisons pour lesquelles des millions de personnes quittent leur foyer pour trouver un meilleur avenir en Amérique du Nord ou en Europe. Les guerres au Moyen-Orient, les conflits politiques et sociaux, les taux de criminalité élevés et les gouvernements corrompus en sont autant de raisons, tout comme le manque de possibilités d'éducation, le chômage élevé, la forte croissance démographique ou les effets déjà perceptibles du changement climatique.

Notre thème est désormais "L'Europe dans le monde de demain" et la question concrète est "Pourquoi le monde change-t-il? Les décisions très décisives des dernières décennies décrites ci-dessus n'étaient pas fondées sur une quelconque volonté de façonner l'avenir de la part de ceux qui étaient au pouvoir ; des forces ont été mises en mouvement qui ne pouvaient plus être contrôlées par les moyens traditionnels du pouvoir. À l'avenir aussi, on peut probablement s'attendre à ce qu'il soit à peine possible d'arrêter les développements sociaux, technologiques et économiques avec les moyens de puissance traditionnels, c'est-à-dire surtout avec la force militaire.

- La montée du fondamentalisme islamique au cours des dernières décennies soulève également la question de savoir dans quelle mesure cette évolution a été planifiée ou du moins rendue possible par des décisions politiques. Dans quelle mesure les groupes religieux et politiques ont-ils été proactifs ? Les principaux objectifs du fondamentalisme islamique sont le retour à l'Islam originel et la lutte contre l'infiltration étrangère

¹¹ Economie utile pour des Temps difficiles ; Abhijet V. Banerjee ; Paris 2020

occidentale. Il s'agit de lever la séparation entre l'autorité séculière et l'autorité spirituelle. En outre, ce mouvement a une composante expansionniste : l'ordre juridique islamique, l'ordre mondial islamique, doit régir le monde entier. Les idéologies adoptées temporairement par l'Occident, comme le nationalisme, le socialisme ou le panarabisme, ont été décevantes, c'est pourquoi les gens ont redécouvert leurs propres racines, l'Islam. C'est alors cette combinaison de conviction religieuse et de volonté politique qui a donné au fondamentalisme islamique son pouvoir particulier. Si les États-Unis ont alors tenté de tirer parti de cette dynamique religieuse en soutenant les fondamentalistes islamiques en Afghanistan dans la lutte contre l'Union soviétique, il faut alors considérer comme un "tour de l'histoire" le fait que l'Amérique ait déclaré la "guerre au terrorisme" mondiale quelques années plus tard seulement.

- Quelles forces et quels pouvoirs ont amené le changement social et culturel qui a conduit au fait que nous voyons aujourd'hui le rôle de l'État et de la société, de la foi et de l'Église, de manière très différente qu'il y a quelques années seulement. Les modèles de rôles des hommes et des femmes ont changé ; l'acceptation de relations interpersonnelles ou de profils professionnels différents a changé de manière décisive. Le pouvoir des minorités, les initiatives de l'avant-garde culturelle y ont probablement joué un rôle tout aussi important que la volonté des jeunes de provoquer des changements sociaux, même si cela a été associé à des risques. Le pouvoir politique s'est souvent limité précisément à ne pas empêcher ce changement ou, rétrospectivement, à en fixer le cadre¹². D'autre part, les systèmes d'information mondiaux ont largement contribué à garantir un engagement mondial en faveur de nouvelles idées et de nouveaux idéaux. Des normes ont été fixées dans le monde entier, et leur non-respect peut être démontré ; ou leur violation est dénoncée au niveau international. Dans ce contexte, il est intéressant de noter que le terme "modernité" s'est d'abord imposé dans l'art et la culture, ce qui signifie de nouveaux contenus et de nouvelles formes d'expression ont été trouvées avant la production de masse dans l'industrie et la guerre moderne. Plus tard, l'art a prévalu dans le "post-modernisme" ; par la suite, la société est devenue la société de l'information. Si le "Projet Europe" se caractérise par le fait qu'il repose sur un système de valeurs, alors ce modèle est probablement plus adapté pour façonner les développements futurs, comme indiqué ci-dessus, que les appareils de pouvoir traditionnels. L'"Europe" devrait donc être en mesure de façonner les politiques de manière à ce qu'elles soient acceptées par

¹² Brian White ; "Issues in World Politics" ; UK 2001

l'ensemble du système ainsi que par les attentes des citoyens concernés.

2. Démographie et développement économique.

"La démographie détermine le destin d'un pays", a déclaré Auguste Comte. En fait, l'évolution de la population d'un pays ou d'un continent peut être évaluée tout aussi facilement que les changements économiques.

En ce qui concerne l'Europe, le taux de mortalité est supérieur au nombre de naissances depuis 2012. Sans un afflux extérieur, le nombre d'habitants de l'Union européenne diminuerait donc. L'UE compte actuellement 447 millions de personnes; si la tendance actuelle se poursuit, ce chiffre ne sera que de 424 millions en 2070 (6). Cette évolution est liée à une autre tendance: la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans, qui est actuellement de 20 %, passera à 30 % d'ici 2070.

Dans le même temps, la population mondiale devrait passer des 7,8 milliards d'habitants actuels à 10,5 milliards au cours des 50 prochaines années. Cela signifierait que la part des pays de l'Union européenne dans la population mondiale, qui était de 13 % en 1950 et qui est aujourd'hui de 5,7 %, tomberait à 3,7 %. Les États-Unis représenteraient alors 3,9 % de la population mondiale, tandis que la part de la Chine passerait de 18,5 % à 12 % selon ces calculs. L'Inde compterait alors 250 millions de personnes de plus qu'aujourd'hui et le sous-continent représenterait 15,6 % de la population mondiale. L'évolution en Afrique est particulièrement dramatique : en 1950, seulement 7,1 % de la population mondiale vivait sur ce continent ; aujourd'hui, elle est de 14 % et dans 50 ans, elle sera de 27,4 %¹³.

¹³ Service scientifique du Parlement européen ; PE 628 271 de juin 2019

Il est clair que ces évolutions démographiques peuvent avoir des implications géopolitiques importantes. La stabilité interne des pays est affectée tout autant que leur puissance économique ; les mouvements migratoires peuvent prendre des proportions sans précédent.

L'équilibre des pouvoirs économiques va également changer de manière spectaculaire au cours des prochaines décennies, et il est également important de noter que la proportion de personnes ayant un emploi diminue dans les sociétés vieillissantes. Les tendances sont claires : la part du PIB de la Chine dans la production mondiale, mesurée en termes de parité de pouvoir d'achat, était de 18 % en 2016 et devrait atteindre 20 % en 2050¹⁴. En revanche, la part de l'économie américaine passera de 16 à 12 % sur la même période, et celle des pays de l'UE de 15 à 9 %.

Le "classement" des économies des différents pays doit changer en conséquence. Si en 2016, la Chine était en tête, toujours mesurée en termes de qualité du pouvoir d'achat, suivie par les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Allemagne ; pour 2050, les prévisions suivantes sont disponibles : la Chine, suivie par l'Inde, les États-Unis, l'Indonésie et le Brésil. L'Allemagne atteindrait alors à peine la neuvième place, la Grande-Bretagne la dixième.

Nous constatons aujourd'hui l'impact énorme qu'un petit virus peut avoir sur le développement économique : des industries entières s'effondrent ; les gens subissent d'énormes pertes de revenus ; le commerce international des marchandises est paralysé. Quelle que soit l'évolution, la tendance est claire : la part de l'Europe dans l'économie mondiale diminue. La devise ne peut donc être que : ensemble, nous sommes plus forts.

¹⁴ Journal "Diplomatie" de septembre/octobre 2019

3. Nouvelles dimensions de la sécurité et du pouvoir

Tout comme l'économie et la société déterminent le développement d'un pays et d'un continent, c'est précisément dans le domaine des relations internationales que les convictions et l'attitude de l'esprit qui façonnent les actions des différents acteurs sont importantes. Aujourd'hui déjà, de nouvelles dimensions de la sécurité et de la puissance apparaissent à cet égard : la "pensée du bien-être" a, du moins en Europe, relégué la "pensée de la guerre" à l'arrière-plan.

Pendant 1000 ans, la sécurité internationale a été une sécurité à ancrage militaire. Une armée forte doit veiller à ce qu'un pays ne puisse pas être envahi ou opprimé par un autre. En ce sens, le pouvoir était avant tout un pouvoir militaire : celui qui avait les troupes les plus fortes ou qui était le mieux à même de les utiliser pouvait imposer sa volonté à l'autre. Ainsi, pendant très longtemps, la sécurité internationale était à 90 % une sécurité militaire. Aujourd'hui, seulement 10% de la sécurité internationale est militaire, donc la puissance n'est plus que 10% de puissance militaire.

Qu'est-ce qui a changé ? Alors que dans le passé, la sécurité intergouvernementale était fondée sur une seule question décisive : "Qui est le plus fort ?", la sécurité internationale englobe aujourd'hui de nombreux aspects, pratiquement tous les domaines qui touchent le citoyen dans l'État-providence : de la sécurité des conditions de vie à la sécurité monétaire ; de la sécurité sanitaire à un environnement sûr ; de la garantie des droits de l'homme à l'éducation et à la formation. Nous parlons aujourd'hui de "sécurité humaine", c'est-à-dire de faire en sorte que les gens se sentent à l'aise et en sécurité dans les domaines les plus divers de la vie¹⁵ (15).

Il n'est pas possible de résoudre tous ces domaines de la "sécurité humaine" par des conflits armés. Ces défis exigent beaucoup plus de coopération internationale et de confiance mutuelle, ce qui est devenu la

¹⁵ Christopher A. Preble, "The Power Problem" ; Université Cornell 2009

norme dans les organisations européennes. Même les développements qui sont déterminés par les marchés et les technologies, même s'ils représentent une menace, peuvent difficilement être résolus militairement.

De même, la structure de ceux qui exercent le pouvoir a également changé aujourd'hui : il existe une multitude d'acteurs, bien au-delà des acteurs étatiques. D'innombrables ONG, entreprises, médias et même acteurs privés sont apparus sur la scène, ce qui a conduit à une fragmentation des structures de pouvoir.

4. Die Revolution in NON-Military Affairs".

L'attitude vis-à-vis de la guerre a changé de manière assez décisive dans les pays européens. Des bibliothèques ont été écrites sur la "Révolution dans les affaires militaires", c'est-à-dire sur le fait que la technologie moderne a révolutionné la guerre. D'après cela, les armes modernes ont atteint une précision et une puissance jamais vues auparavant, ce qui devrait permettre notamment aux forces américaines de conquérir le monde entier et au-delà. Tout cela est peut-être vrai. Mais en même temps, l'environnement dans lequel les guerres sont menées a changé de façon spectaculaire :

- Pendant des siècles, les guerres et l'usage de la force ont fait partie de la normalité des relations internationales et ont été acceptés. Les guerres n'étaient que le "prolongement de la politique par d'autres moyens". Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le droit international interdit l'usage de la force. Il existe de nombreux traités interdisant les guerres et la Charte des Nations unies interdit le recours à la force. Seules les opérations d'autodéfense et les opérations militaires approuvées par le Conseil de sécurité de l'ONU sont autorisées.

- Faire la guerre, c'est tuer et détruire. Cela n'a pas changé. Ce qui est nouveau, c'est que le monde regarde aujourd'hui. L'influence des médias, qui rendent compte directement des combats, ne peut être surestimée. Si les gens peuvent voir dans leur salon comment des gens sont tués sur le champ de bataille et comment des zones entières sont détruites, il devient alors plus difficile pour tout chef d'armée de déployer des troupes à volonté.
- Le 1er juillet 2002, la Cour pénale internationale est devenue opérationnelle. Cette Cour a été reconnue par 123 États du monde et punit les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les génocides. Des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda avaient déjà été mis en place pour punir les crimes commis pendant les conflits dans ces pays. Bien que certaines puissances, telles que les États-Unis, la Chine ou la Russie, n'aient pas reconnu la Cour pénale internationale, sa création a fait comprendre à une grande partie de la communauté internationale que les guerres et les crimes de guerre ne font plus partie des relations internationales normales.
- Il n'est pas sans importance que l'attitude envers l'héroïsme ait changé. Depuis des temps immémoriaux, il était considéré comme "beau et glorieux de mourir sur le champ d'honneur". Même pendant la Première Guerre mondiale, le commandant général britannique a parlé d'un "jour glorieux" où, dans les 12 premières heures de l'offensive sur la Somme, son pays a dû pleurer 60 000 victimes. Aujourd'hui, même les armées professionnelles doivent faire tout leur possible pour éviter les pertes dans leurs propres rangs. Et le "champ d'honneur" s'est largement déplacé du champ de bataille vers le terrain de football.

En tout cas, il est devenu beaucoup plus difficile de faire la guerre et de gagner des batailles. Les guerres en Afghanistan et en Irak, qui durent depuis des décennies maintenant, en sont la preuve. La "guerre contre

le terrorisme" ne peut pas non plus être qualifiée de grand succès, puisqu'il y a quatre fois plus de terroristes islamiques aujourd'hui qu'en septembre 2001. Comment peut-on vraiment désenchanter les utopies qui sont dirigées vers l'au-delà ? Comment donner confiance et un toit à une personne déracinée ?

Il est évident qu'il n'est guère possible d'atteindre ces objectifs par des moyens militaires. Il est donc incompréhensible qu'à une époque où la plupart des menaces sont de nature non militaire, la force armée soit encore considérée comme la solution aux problèmes, qu'un continent ne soit considéré comme une force dans le monde que s'il est réarmé.

Ces considérations sont conformes aux attentes des citoyens de l'UE. Selon une enquête réalisée en 2018, ils attendent de l'Union européenne qu'elle s'implique davantage dans la lutte contre le chômage, la protection de l'environnement, la lutte contre la fraude fiscale et la promotion de la démocratie.

IV. Questions clés pour l'avenir

1. Quelle Union : Confédération ou État ?

L'avenir de l'Europe dans le monde dépend de manière cruciale de l'état d'avancement de l'intégration de notre continent, et en particulier de la mesure dans laquelle l'Union européenne sortira renforcée des différentes crises.

Le Conseil de l'Europe a été fondé en 1949 en tant qu'association d'États souverains. Certains pays voulaient une plus grande intégration et ont décidé en 1957, dans le traité de Rome, de s'efforcer de réaliser une "union sans cesse plus étroite" en Europe. Depuis lors, on ne sait toujours pas à quel point cette union va se rapprocher. Certains, à l'instar des États-Unis d'Amérique, aspirent à la création des États-Unis d'Europe, c'est-à-dire d'un État fédéral.

Les problèmes actuels de l'UE sont directement liés à la question de savoir à quel degré de souveraineté les différents États nations doivent renoncer et transférer à l'Union. En fait, nous vivons une période de "souveraineté partagée" : la souveraineté nationale a été abandonnée, mais aucune souveraineté européenne n'a été créée. Nous avons renoncé aux monnaies nationales, il y a une union monétaire européenne avec l'euro. Mais il n'existe pas d'union économique européenne, qui devrait être une condition préalable à une monnaie commune. Nous avons renoncé aux contrôles aux frontières nationales, mais les "décisions de Dublin", qui auraient dû constituer la base d'une politique commune en matière de réfugiés, se sont révélées obsolètes en temps de crise. On parle d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC), mais ce sont précisément les grands pays de l'UE qui n'étaient finalement pas prêts à renoncer à leur politique étrangère pour faire valoir leurs propres intérêts.

Bien avant la crise de Corona, le président français Emmanuel Macron avait fait des propositions pour renforcer une souveraineté européenne commune : un budget commun devrait renforcer l'euro, une agence européenne pour les réfugiés devrait gérer les migrations et une armée européenne commune devrait être créée. Mais la France elle-même serait-elle prête à renoncer à sa propre armée ?

Puis vint la pandémie de la Corona. Aujourd'hui, en juillet 2020, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont convenu d'un plan d'aide de 750 milliards d'euros pour y remédier. Comme par le passé, les pays dont la dette nationale est moins élevée ont d'abord hésité à payer pour ceux qui ne se sont pas encore distingués par leur économie. En outre, ces pays ont souvent été plus durement touchés par le virus, comme l'Italie ou l'Espagne. Toutefois, il a finalement été convenu de réunir la somme considérable de près de 5 % du PIB de l'UE sous forme d'obligations et d'aides directes.

Pour la première fois dans l'histoire, l'UE dans son ensemble augmentera le montant fixé, sera solidairement responsable et l'utilisera pour compléter les actions de la Banque centrale européenne. Ce n'est pas ce que les États-Unis d'Amérique, quelques années après leur création sous la direction du secrétaire au Trésor de l'époque, Alexander Hamilton, ont décidé, à savoir la responsabilité conjointe pour toutes les dettes nationales, mais c'est un pas décisif vers une éventuelle nouvelle politique supranationale.

La position de l'Europe dans le monde de demain dépendra essentiellement de la manière dont l'UE pourra agir de manière souveraine et de la volonté d'"oser faire plus d'Europe".

2. L'Europe avec ou sans la Russie ?

La Russie est devenue membre du Conseil de l'Europe en 1996 et, comme les autres membres, elle a donc souscrit aux obligations pertinentes concernant la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, la suspension de la peine de mort ou la protection des minorités nationales. Washington a choisi une stratégie différente : dès que, après la présidence de Boris Eltsine, il est apparu clairement que la Russie n'était pas prête à assumer un rôle de vassal, les différents gouvernements américains ont fait tous les efforts possibles pour étendre l'OTAN aux frontières de la Russie¹⁶.

D'innombrables sanctions ont été imposées à la Russie et avec l'aide de nombreuses ONG et même de l'ambassadeur américain à Moscou, un "changement de régime" devait être réalisé. Mais la Russie n'est pas l'Albanie. Dès que Vladimir Poutine, un président russe, a fait comprendre que son pays voulait aussi poursuivre ses propres intérêts nationaux, Washington n'a pas eu peur de déclencher une nouvelle guerre froide. Poutine, qui a été élu président en mai 2000, était non seulement politiquement opposé, mais aussi démoralisé et accusé de vouloir établir un "nouvel ordre mondial". L'Amérique a juste besoin d'un

¹⁶ Stephen F. Cohen ; "Who Putin is not" ; ²⁰ septembre 2018

ennemi. Si vous vous considérez comme "la nation élue", appelée à diriger l'humanité, alors vous avez besoin d'un ennemi. Car "le bien" ne peut montrer ses vertus en conséquence que si "le mal" existe.

L'Europe, en revanche, devrait, compte tenu de la situation donnée des intérêts, essayer d'établir ou de développer un partenariat avec la Russie : politiquement dans le cadre du Conseil de l'Europe ; économiquement et dans le secteur de la sécurité. Les fondements d'un partenariat économique sont également clairs : la Russie est riche en pétrole et en gaz, dont l'Europe a besoin ; et les pays européens sont en mesure d'aider la Russie à mettre en place les structures économiques dont une économie moderne a besoin.

En ce qui concerne un partenariat de sécurité entre la Russie et l'Europe, il faut probablement assumer les dangers auxquels un pays ou un gouvernement est exposé. S'il existe des menaces communes, il peut être approprié de travailler ensemble pour les contrer. En ce sens, il devrait s'agir de poursuivre sur la voie empruntée par le Conseil de l'Europe avec l'admission de la Russie et non de créer de nouvelles lignes de fracture en Europe.

3. Allons-nous suivre la voie européenne ou la voie américaine ?

Pour l'avenir du monde, il est d'une importance cruciale que les relations internationales continuent d'être considérées comme une politique de puissance au sens traditionnel du terme, comme c'est le cas pour Washington ; ou que le modèle européen, avec sa fonction exemplaire, prévale.

Les fonctionnaires soulignent à plusieurs reprises que l'Europe et les États-Unis forment une communauté de valeurs. C'est fondamentalement correct. Cependant, la mise en œuvre de ces valeurs dans la politique pratique prend des formes différentes des deux côtés de l'Atlantique, notamment en termes de relations internationales. La

"révolution de la diplomatie" n'a pas eu lieu aux États-Unis. La politique étrangère américaine est toujours une politique de puissance basée sur la force militaire, selon la devise "La politique étrangère sans l'appui des militaires est comme un jeu de base-ball sans batte de base-ball". En revanche, comme on l'a vu plus haut, dans les relations entre pays européens, le droit a remplacé le pouvoir comme base de l'action. En revanche, dans la politique étrangère américaine, le principe "Might is Right" prévaut toujours.

Il est incompréhensible qu'il y ait encore des voix qui propagent la manière américaine de s'armer et de faire la guerre, même pour l'Europe, quand on considère les résultats dévastateurs de la politique américaine au cours des dernières décennies : la guerre en Irak seulement a fait 600 000 victimes civiles ; toute une région a été déstabilisée ; des vagues de réfugiés ont été déclenchées et des groupes terroristes ont été renforcés. L'élargissement de l'OTAN vers l'Est a entraîné de nouvelles tensions en Europe, et la politique de "changement de régime" telle qu'elle est pratiquée dans divers pays a conduit à de nouvelles guerres.

Les États-Unis adhèrent inconditionnellement à leur souveraineté nationale. La politique étrangère ne doit servir que les intérêts nationaux ; il n'y a pas d'alliés égaux, seulement des vassaux. Washington fixe les règles pour ses propres actions et aussi pour la façon dont les autres pays doivent se comporter. En ce sens, les services secrets américains se sentent autorisés à espionner les établissements de sécurité, les entreprises commerciales et aussi les particuliers, tant les ennemis que les amis. Des contrats tels que l'accord sur l'Iran sont résiliés, quels que soient les partenaires européens, et l'Allemagne est informée de qui le pays peut et ne peut pas obtenir son énergie.

Les États-Unis se considèrent comme une nation choisie. Les organisations internationales vous considèrent comme un empiètement sur leur souveraineté et leur liberté. C'est pourquoi ils choisissent de faire cavalier seul dans les guerres, dans la protection de l'environnement ou

dans le rejet de la Cour pénale internationale. Compte tenu de ces différences fondamentales, il convient de se demander si un véritable partenariat est même possible dans ces circonstances. En tout état de cause, les Européens sont bien avisés de défendre leurs propres intérêts avec la même intensité et la même détermination que les Américains défendent les leurs. Et si l'Europe est aujourd'hui synonyme de paix et de prospérité dans le monde, le monde de demain devrait considérer ce modèle européen comme un modèle pour les relations internationales.

Dr. Wendelin Ettmayer

né en 1943 ; a grandi à Neukirchen am Walde

1977-1993 : Membre du Conseil national

1994-2008 : Ambassadeur en Finlande, au Canada et au Conseil de l'Europe

Auteur de diverses publications, voir le site web : www.wendelinettmayer.at

e-mail : wendelin.ettmayer@gmail.com